

Paul Krugman : brutale arrivée au "terminal des prétentieux" !

Posté le : 25 novembre 2013 19:09 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Economie et politique

Alors que le mort de Lautner remet en pleine lumière la farce des "Tontons flingueurs", film dont le titre initial était "le terminal des prétentieux", il est amusant de porter son attention sur le combat de coqs qui oppose Paul Krugman et un certain Niall Ferguson.

Niall Ferguson est un historien anglais de l'économie, spécialisée dans la finance. Il a écrit un texte fort critique sur la politique économique d'Obama. Paul Krugman qui au NYT représente la tendance keynésienne anti-"Républicains" l'a vertement remis à sa place. En retour, Ferguson a commis une étude au vitriol en reprenant "post mortem" tous les textes de Paul Krugman et prouvant qu'il avait annoncé n'importe quoi et concluant que, vu le florilège de sottises et d'erreurs, la voix de Krugman n'avait aucune autorité et ne devait pas être écoutée.

Pourquoi entrer dans cette querelle ? La raison est simple : les difficultés proviennent principalement d'un système de changes flottants et de domination assumée du Dollar roi, et donc pour une large part des Etats-Unis. Essayez de percevoir dans le champ du débat anglo-saxon, les éléments d'une prise de conscience, est un exercice nécessaire, même si les résultats sont consternants.

Bien sûr nous n'avons rien à faire du débat droite-gauche, façon locale : je suis démocrate assumé et keynésien, je supporte Obama ; J'ai une vision un peu plus responsable de l'économie, je suis plus pour une nouvelle sagesse américaine en matière de déficits. Donc je suis Bushiste. Le débat droite gauche américain est aussi pauvre que le débat droite-gauche français. Savoir qui est le vilain canard ne peut séduire qu'un vilain canard qui veut se voir en gentil canard.

Une des vraies questions est celle de savoir si Paul Krugman a bien vu venir la crise de 2007 puis l'éclatement de 2008. La réponse est non. Comme Stiglitz, Krugman prétend avoir tout compris d'avance parce qu'il était critique vis-à-vis des politiques économique républicaines. "Comme j'étais contre, j'étais nécessairement dans le vrai puisqu'il y a eu la crise".

En vérité ni l'un ni l'autre n'a vu venir quoi que ce soit. Il aurait fallu pour cela qu'ils aient une clé d'interprétation et qu'ils aient essayé de l'introduire en temps utile, c'est-à-dire avant la crise, dans les mécanismes du réel.

Nous-mêmes avons fait l'effort de développer ces outils. Ils étaient basés sur deux constatations. La première était la réalité du cycle décennal. Depuis la révolution industrielle, un cycle de huit dix ans du crédit impose une succession des corrections légères et lourdes. La seconde était le mécanisme de double pyramide de crédit permis par les défauts du système monétaire international basé sur les changes flottants et qui avait provoqué la montée du taux d'endettement global de moins de 200% à plus de 400% du PIB dans la totalité des pays de l'OCDE.

La superposition de ces deux analyses permettaient de voir que les crises périodiques étaient de plus en plus graves, alors que le trend s'affaiblissait continument. Cette clef d'interprétation nous avait permis de contester l'idée de Maurice Allais que la crise de 97-98 était la grande crise qu'il

craignait. Pour nous il s'agissait d'une simple crise des changes flottants, avec repli massif des capitaux flottants vers les Etats-Unis, laissant les pays émergents dans une grave crise de liquidité. Nous pensions que la crise décennale se déclencherait début 2000 et qu'elle serait plutôt "légère". Ce qui fut le cas. Cette même clé d'interprétation nous a conduit à annoncer une crise très grave lors du quinquennat de Sarkozy, cette annonce étant faite publiquement sur le site du Monde (où une partie est encore lisible) et envoyée à M. Guaino et aux équipes du candidat. Sans réponse naturellement. Nous l'attendions pour 2009. A l'été 2007, nous avons compris que la crise du marché interbancaire impliquait un effondrement du système bancaire plus précoce et nous l'avons prévu pour septembre 2008 !

A partir du moment où les banques fonctionnaient sur un système de dettes pyramidales dépassant quatre fois la réalité de la production, en cas de blocage du marché interbancaire, qui avait été la base de nombreux refinancements spéculatifs, la crise décennale ne pouvait qu'être catastrophique. Nous avons annoncé une crise de type 1992-93 mais fortement aggravée par les en-cours monstrueux de dettes qui s'étaient accumulés depuis.

On peut contester cette analyse. Certains économistes récusent la notion de cycle de huit dix ans. D'autres considèrent que les dettes sont toujours la contrepartie d'un actif et donc que leur niveau n'a pas d'importance. Nous croyons qu'ils ont tort et que notre clé d'interprétation fonctionne. C'est tout le débat de ce blog.

En revanche où sont les outils d'interprétation de Paul Krugman ou de son contradicteur ?

Nulle part. C'est la raison pour laquelle ils n'ont rien prévu et rien compris. Ni l'un ni l'autre.

Ils s'envoient des horions idéologiques ou posturaux comme on voudra mais ne donne aucune clé, aucune explication, aucune solution.

Paul Krugman a expliqué qu'il fallait sauver la finance avec les deux leviers traditionnels : lâcher tout à la banque centrale, avec recapitalisation des banques ruinées ; utiliser la dépense publique et les déficits pour relancer l'économie. Il l'a demandé sans nuance, justifiant des déficits publics qui sont devenus rapidement ingérables dans les pays faibles. Il refuse tout plan d'austérité, considérant qu'en matière de déficit il n'y a aucune limite.

Paradoxalement, il pensait que la zone Euro allait immédiatement disparaître, reprenant les thèses de son ennemi Milton Friedmann. Elle n'a pas disparu. Il donne aujourd'hui un satisfecit à la gestion Hollande pour n'avoir en rien réduit la dépense publique et pour avoir augmenté massivement les impôts. C'est une position purement idéologique. Il ne connaît rien de la situation française, de la perte de compétitivité des entreprises, de la démoralisation fiscale du pays, de l'étouffement provoqué par les mesures haineuses de l'automne 2012.

Son adversaire relève ces contradictions et ces erreurs de jugements autant que de prévisions.

De toute façon, sans système de pensée précis avec un relais fort par l'observation des faits, les avis d'idéologues prisonniers de leurs postures n'ont strictement aucun intérêt.

Ce que marque cette querelle, c'est que les Etats-Unis ne disposent pas d'un corpus économique assez solide pour permettre à leurs universités de sortir des ghettos idéologiques sur lesquels elles prospèrent.

On en reste de toute façon à : "ce qui est bon pour les Etats-Unis est bon pour le monde et allez tous vous faire voir chez Plumeau pendant qu'on s'engueule entre Démocrates et républicains". Un constat sinistre. Presqu'aussi sinistre que la carence des économistes officiels français qui ne pensent qu'en terme marxiste de destruction du capitalisme par l'impôt, ou qu'en terme de libéralisme folâtre qui évite toutes les questions difficiles.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile